

ILS SONT CINQ MINISTRES À ÊTRE RENVOYÉS

Des limogeages à décrypter

Chaque remaniement gouvernemental apporte son lot de départs et d'arrivées. Et celui opéré, avant-hier samedi, par le président de la République a été fatal à cinq ministres qui ont été, ainsi, débarqués de l'Exécutif.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Avec, cependant, cette constante à ces récurrents changements, le cinquième de rang pour le seul et unique équipage de Sellal, l'absence de tout argumentaire derrière ces «remerciements» et de culture de bilan, un responsable étant normalement nommé sur la base d'une feuille de route, renvoyé ou reconduit donc sur la base d'obligation de résultats. Rien de tout cela chez nous, le soin étant laissé aux «autres» pour «analyser», cer-

tains ayant même percé le secret de ces changements, les annonçant longtemps avant leur avènement. C'est ainsi qu'aucun motif n'a été avancé officiellement pour appuyer le renvoi, cette fois-ci, de pas moins de cinq ministres : ceux de l'Energie et des Finances, nommés il y a tout juste une année, celui de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Aménagement du territoire et, enfin, celui en charge

des relations avec le Parlement promu en juillet dernier.

Et en l'absence donc de toute explication officielle, ce sont les autres qui s'en chargent. Et la palme dans ce jeu revient incontestablement au secrétaire général du FLN qui, fin mars dernier, a carrément descendu en flammes le duo Sid-Ahmed Ferroukhi-Abderrahmane Benkhalfa, accusant le premier de gérer le secteur de manière «archaïque», se rapprochant du temps de la «révolution agraire» et imputant au second «tous les maux ayant causé la faillite financière du pays», allant jusqu'à comparer sa gestion du secteur à celle de la

«Corée du Nord». D'autres, dont la secrétaire générale du PT, reprochent aussi au désormais ex-ministre des Finances, l'échec de l'opération de bancarisation de l'argent de l'informel, et de celle de l'emprunt obligataire. Cette sortie de Saâdani de laquelle, plus d'un a déduit que le sort des deux ministres était désormais scellé et que leur renvoi de l'Exécutif n'était qu'une question de timing.

Il en est de même pour Salah Khebri auquel il est reproché son «effacement» et son caractère inaudible face à la crise de la chute des cours du pétrole. Pour le cas de Amar Ghoul dont la longévité au sein du gouvernement défraie

la chronique politique, son renvoi est expliqué par la vox-populi par sa propension à «jouer dans la cour des grands», allusion à ses «fameuses parties de football en salle avec notamment l'ex-patron du DRS», ce qui ne serait pas du goût des gens du pouvoir.

Mais il y a également cette toute récente pique du Premier ministre en personne au patron du TAJ, lors de la dernière tripartite. Pour ce qui est de l'ex-ministre des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua, celui-ci paie sa défiance à l'égard du secrétaire général de son parti, le FLN, Saâdani ayant juré d'avoir sa tête.

M. K.

NOUREDDINE BOUTERFA SUCCÈDE À SALAH KHEBRI

Un «planificateur» à la tête de l'énergie

Noureddine Bouterfa est le nouveau ministre de l'Energie. Il succède à Salah Khebri qui a été remercié à la suite du remaniement partiel opéré samedi par la présidence de la République. La nouveauté est que c'est la première fois qu'un électricien accède à ce poste alors qu'auparavant ce sont des pétroliers qui étaient nommés.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Ayant dirigé la compagnie nationale de l'électricité et du gaz, Sonelgaz, Noureddine Bouterfa se voit propulsé à la tête d'un département aussi stratégique que celui de l'énergie dans un contexte marqué du sceau de la crise. Fort d'une trentaine d'années au sein de la Sonelgaz, le nouveau ministre de l'Energie est connu pour avoir un profil de «planificateur».

Un profil qui sied plus que tout au département de l'Energie en ces temps de crise et d'incertitudes caractérisant le marché du pétrole. Des observateurs avertis reconnaissent volontiers que le désormais ex-P-dg de Sonelgaz s'est distingué à plusieurs reprises depuis deux ans comme un leader managérial et politique du secteur de l'énergie sans être remis en cause dans ses sorties publiques.

«Noureddine Bouterfa est sans doute attendu pour transposer sa doctrine d'entreprise à l'ensemble du secteur. Le P-dg de Sonelgaz milite depuis plusieurs années pour des prix rémunérateurs du kilowatt/heure afin de pouvoir financer le développement de la génération électrique mais aussi, même s'il le dit beaucoup moins, afin de mieux encadrer la croissance rapide de la demande, notamment des pics d'appels saisonniers», commente El Kadi Ihsane, un fin connaisseur du secteur.

Noureddine Bouterfa est, de l'avis d'autres observateurs, l'un des artisans du zéro délestage. Grâce à lui, le groupe Sonelgaz a pu se doter des capacités nécessaires pour couvrir la demande en consommation durant l'été. Partisan de la «vérité des prix» concernant les tarifs d'électricité, «sauf si des mécanismes de subvention permettant à l'entreprise de vivre», Noureddine Bouterfa en a fait l'un de ses principaux leitmotivs.

«Sonatrach et Sonelgaz doivent sortir de l'engrenage des bas prix. Les besoins de financement des investissements des dix prochaines années sont de 1 240 milliards de dinars», a expliqué Bouterfa lors d'une de ses dernières sorties publiques en tant que P-dg de Sonelgaz. Bouterfa use d'un ton qui peut surprendre mais que lui assume volontiers. «Que mes déclarations soient franches, elles l'ont toujours été. Je ne refuse pas le débat autour de questions qui touchent à l'avenir du pays à condition qu'on

use d'arguments pertinents. J'ai toujours défendu les mêmes opinions et j'avais fait les mêmes déclarations par le passé. Rien n'est nouveau dans ce que j'ai dit.

On semble oublier que je suis un chef d'entreprise, le premier responsable d'un groupe stratégique dont la santé financière et les différents métiers qu'il exerce sont essentiels pour accroître la dynamique économique du pays.

En tant que responsable, j'ai toujours veillé à ce que les intérêts de Sonelgaz soient sauvegardés et que sa voix soit et continue d'être audible. Nous avons toujours milité pour que des solutions soient trouvées et qui soient en harmonie avec la politique sociale de notre pays», disait, en février dernier, Bouterfa.

Y. D.

LA CÉRÉMONIE S'EST DÉROULÉE HIER

M. Hadji Babaammi prend ses fonctions à la tête du ministère des Finances

Le nouveau ministre des Finances, M. Hadji Babaammi, a pris, hier, ses fonctions à la tête de ce département ministériel en remplacement de M. Abderrahmane Benkhalfa, au lendemain du remaniement ministériel partiel opéré par le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Lors de la cérémonie de passation des pouvoirs, M. Babaammi, qui était ministre délégué au Budget et de la Prospective depuis mai 2014, a salué les efforts consentis par son prédécesseur en relevant qu'un «travail très important a été accompli, depuis une année, avec M. Benkhalfa qui a apporté sa touche personnelle à la modernisation du secteur des finances».

Par ailleurs, il a avancé que le ministère des Finances était appelé à jouer un rôle primordial dans le nouveau modèle de croissance économique avalisé lors de la réunion de la tripartite tenue il y a une semaine.

«Nous allons jouer un rôle moteur dans ce modèle durant les trois prochaines années, en terme de consolidation budgétaire notamment, et ce, pour que notre pays arrive à devenir une économie émergente à l'horizon 2030», a-t-il affirmé en présence des directeurs centraux de son ministère et de P-dg de banques et de compagnies d'assurance.

Selon le nouveau premier argentier du pays, le nouveau modèle économique engagé par le gouvernement permettra un passage du financement budgétaire au financement tiré du marché. Pour réaliser cet objectif, il a appelé le secteur bancaire à jouer un



Noureddine Bouterfa, nouveau ministre de l'Energie.

Photo : Samir Sid



Hadji Babaammi, nouveau ministre des Finances.

Photo : DR

rôle «primordial» au profit de l'entreprise.

C'est ainsi, a-t-il poursuivi, que la Banque d'Algérie «a commencé à étudier les possibilités de doter le secteur bancaire des financements nécessaires dont le renforcement des fonds propres des banques».

M. Babaammi s'est engagé à poursuivre les réformes au niveau des directions générales, respectivement, du Budget, des Impôts et des Douanes et surtout celle des Domaines laquelle accuse, a-t-il admis, un «retard très important».

Il a aussi salué la désignation d'un ministre délégué auprès du ministre des Finances, chargé de l'économie numérique et de la modernisation des systèmes financiers, en la personne de M. Boudiaf Mouatasssem. Il a alors considéré que la création d'un tel por-

tefeuille constituait un message très fort du Président de la République pour relancer ce secteur qui a cumulé beaucoup de retard».

De son côté, M. Benkhalfa a estimé qu'il quittait le gouvernement avec «l'esprit du travail accompli». «Je pense que j'ai apporté une valeur ajoutée au secteur, que ce soit en matière de politique financière, de consolidation budgétaire ainsi qu'en matière de mobilisation des ressources par tous les moyens. J'ai aussi accompli mon devoir de vérité en fournissant, en continu, des indications sur la situation financière du pays et en appelant tout le temps à la vigilance», a-t-il ajouté.

Né en 1944 à Béni-Isguen (Ghardaïa), M. Babaammi, marié et père de quatre enfants, est titulaire d'un diplôme d'ingénieur-économiste de l'Ecole nationale polytechnique.

D'un parcours professionnel riche, il a démarré sa carrière professionnelle en 1969 comme ingénieur à l'ex-Sonacome où il avait occupé plusieurs postes de responsabilité jusqu'à 1981. Par la suite, il a dirigé des entreprises relevant des secteurs industriels et des services et a également occupé des postes de haut cadre dans plusieurs ministères.

Il a aussi exercé, entre autres activités dans le secteur financier national et régional, comme directeur central à la Banque d'Algérie, Directeur général du Trésor, administrateur à la Banque africaine de développement (BAD), président du conseil d'administration de la Banque de coopération du Maghreb arabe (Tunis) et membre du conseil d'administration du Fonds de l'Opep pour le développement international (Vienne).

APS